

28 novembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les relations franco-norvégiennes, à Paris le 28 novembre 2012.

LE PRÉSIDENT -- « J'ai été ravi d'accueillir ici le Premier ministre du Royaume de Norvège, Jens STOLTENBERG. Je lui ai dit, une fois encore, toute la solidarité du peuple français après la terrible tragédie qu'avait connue son pays en juillet 2011 et le courage dont il avait fait preuve. Mais nous sommes tournés vers l'avenir.

L'avenir, ce sont des relations économiques qui se développent entre nos deux pays. Elles sont importantes puisque je rappelle que la Norvège est le premier fournisseur de gaz de la France et nous avons des entreprises françaises comme Total ou GDF Suez présentes sur le marché norvégien et prêtes à soutenir un certain nombre d'investissements et nous avons nous-même reçu des investissements importants venant de la Norvège et ils contribuent aussi à notre solidité financière et à notre croissance. Mais nous avons surtout évoqué un certain nombre de projets commerciaux et économiques -- notamment sur l'énergie -- aussi bien en France qu'en Norvège. Nous avons évoqué la situation de l'Europe. La Norvège, vous le savez, n'est pas membre de l'Union européenne, ni de la zone euro. Mais elle est néanmoins intéressée par ce qui se passe dans nos pays dès lors que -- même si sa croissance est forte -- elle est cependant affectée par les difficultés économiques que nous avons pu rencontrer ces derniers mois.

J'ai confirmé, au Premier ministre de Norvège, ma confiance. La zone euro sort de la crise qu'elle a connue. Pour la Grèce, Chypre, et les pays qui pouvaient avoir besoin de recourir à des liquidités, nous avons trouvé des solutions. Nous avons maintenant à approfondir l'Union Economique et Monétaire et à soutenir la croissance tout en maîtrisant nos comptes publics. C'est ce que nous faisons.

J'ai aussi rappelé au Premier ministre de Norvège -- qui a mené, lui-même, des politiques exemplaires en matière de modernisation des relations professionnelles et du marché du travail -- que nous avons la même ambition en France : faire qu'il y ait plus de sécurité de l'emploi et en même temps plus de souplesse dans le cadre d'une négociation entre syndicats et employeurs. J'ai d'ailleurs accepté une invitation à venir en Norvège pour regarder ce qui est fait dans ce pays en matière de relations sociales et de modernisation du travail.

J'ai également répondu à une invitation du Roi pour venir en visite d'Etat.

Je veux terminer sur les questions d'actualité internationale que nous avons abordées et notamment la Palestine. La France a décidé de voter pour la reconnaissance de la Palestine comme Etat non-membre observateur aux Nations Unies. Nous avons souligné, en même temps, que la période n'était pas forcément la meilleure. Mais il y a une cohérence à choisir ce vote. Nous souhaitons la reprise des négociations. Vous vous rappelez qu'à Oslo s'était produite une très grande négociation qui avait, un moment, laissé espérer que la paix était proche.

Sur le Mali et la Syrie, nous avons partagé nos analyses. Elles sont convergentes. Nous devons lutter contre le terrorisme au Sahel et laisser les Africains mener les opérations qui les concernent sous mandat des Nations Unies. En Syrie, nous devons favoriser la transition politique. Vous savez que la France a reconnu la Coalition Nationale Syrienne comme la seule représentante du peuple syrien.

Entre la France et la Norvège, c'est une relation amicale, une relation utile, une relation qui va

entre la France et la Norvège, c'est une relation amicale, une relation saine, une relation qui va au-delà de nos échanges économiques et commerciaux -- même si nous voulons les intensifier -- et qui se traduira par ma prochaine visite en Norvège ».

M. Jens STOLTENBERG -- (pas de traduction)

QUESTION - « Les prévisions de l'OCDE sont très mauvaises pour la zone euro et le chômage monte en France. Etes-vous toujours aussi optimiste en pensant que l'on s'approche de la sortie de la crise ? »

LE PRESIDENT -- « J'ai plusieurs fois rappelé que la zone euro devait d'abord sortir de la crise qui la frappait, c'est-à-dire une crise de défiance : vaincre le doute qui s'était installé depuis déjà plusieurs mois -- voire même plusieurs années -- sur l'avenir même de la zone euro, sur son unité, son intégrité. Je peux une nouvelle fois confirmer que nous sommes maintenant sortis de la crise de la zone euro.

Mais nous ne sommes pas sortis de la crise économique. Compte tenu des politiques qui sont menées -- notamment de retour à l'équilibre budgétaire -- nous sommes dans cette situation où les perspectives de croissance sont plus que maussades. C'est pourquoi j'ai mis la croissance comme première priorité en même temps que le rétablissement des comptes publics.

Les pays qui sont en excédents -- il y en a en Europe -- doivent être conduits à soutenir leur demande intérieure pendant que les pays qui sont en déficits -- comme la France -- doivent remettre de l'ordre et améliorer la compétitivité. C'est ce que nous avons engagé et c'est cette coopération, cette coordination qui permettra de sortir de la crise. Je souhaite que nous le fassions le plus vite possible, car si les perspectives de l'OCDE se confirmaient -- ce que je ne souhaite pas, ce que je ne veux pas -- alors beaucoup de pays ne pourraient pas atteindre les objectifs qui sont affichés et qui seraient signe de leur retour à l'équilibre ».

QUESTION -- « J'aurais une question à vous poser monsieur le Président sur le chômage précisément. Hier la France a annoncé des chiffres extrêmement mauvais -- une explosion du chômage sans précédent depuis avril 2009 -- Est-ce que vous rêvez d'un taux de chômage -- je parle sous le contrôle du Premier ministre -- qui serait comme en Norvège de 3% ? Est-ce que vous pensez plus sérieusement qu'il faut accélérer le tempo gouvernemental pour lutter contre ce fléau ? »

LE PRESIDENT -- « D'abord je ne ferai pas de comparaison -- même si elles seraient flatteuses pour la Norvège -- car nous ne sommes pas dans les mêmes situations. La France n'a pas de production d'hydrocarbures au niveau de la Norvège.

Mais nous pouvons regarder ce que fait la Norvège -- c'est la raison d'ailleurs de mon prochain déplacement dans ce pays -- notamment sur le marché du travail, la sécurisation de l'emploi et la compétitivité sociale, c'est-à-dire comment être plus productif et en même temps ne pas mettre des salariés dans la précarité ou dans l'instabilité ?

C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité qu'il y ait une négociation qui puisse aboutir d'ici la fin de l'année sur la sécurisation de l'emploi. Les partenaires sociaux sont en ce moment au travail. Le gouvernement les laisse confronter leurs points de vue. Mais j'ai prévenu que s'il n'y avait pas d'aboutissement et de conclusion, nous aurions à prendre nos responsabilités. Mais ce n'est pas mon souhait. Je préfère qu'il y ait un compromis -- je l'ai même appelé « historique » -- entre syndicats et employeurs.

Ce matin, en Conseil des ministres, j'ai demandé d'accélérer l'application du pacte de compétitivité et de croissance. Chaque jour compte. Nous avons perdu trop de temps depuis dix ans avec la dégradation de la compétitivité et avec l'augmentation du chômage depuis dix-huit mois, pour que le moindre jour ne soit pas utilisé pour mettre en œuvre notre politique.

Tout sera prêt au 1er janvier de l'année 2013 : à la fois le crédit d'impôt pour l'emploi et en même temps les règles du marché du travail et de la sécurisation de l'emploi, si elles peuvent être appliquées ».

QUESTION -- Vous allez vous rendre à Oslo le 10 décembre prochain pour la remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne. Vous y serez avec la Chancelière d'Allemagne Mme Merkel. Qui de vous deux va recevoir le prix Nobel de la Paix ?

LE PRESIDENT -- « Ni l'un, ni l'autre, puisque ce seront le Président de la Commission

Européenne et le Président du Conseil Européen qui seront reçus avec le Président du Parlement Européen. Avec Angela MERKEL et de nombreux Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous irons à cette cérémonie.

J'irai avec l'état d'esprit suivant : de fierté, parce que c'est un prix qui honore la construction européenne, qui récompense le courage de ceux qui ont permis la construction de l'Europe après le désastre de la Seconde guerre mondiale et qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire pour réunifier le continent européen, abattre le mur de Berlin et tout ce qui nous a séparé & mais j'y viendrais aussi avec un esprit de responsabilité, parce que nous devons montrer le même courage, la même volonté pour vaincre la crise, lutter contre le chômage et donner à l'Europe la vision qui lui manque aujourd'hui ».

QUESTION -- « M. le Premier ministre, le fonds souverain norvégien a réduit son exposition à la France. Est-ce que cela veut dire que la Norvège doute des chances de la France de sortir de la crise ? Des questions industrielles se posent en France, M. Le Président. Le ministre du Redressement productif a parlé d'un repreneur pour le site sidérurgique de Florange. Est-ce que cela veut dire que les choses s'enveniment avec M. MITTAL ? »

M. Jens STOLTENBERG -- (pas de traduction)

LE PRESIDENT -- « Je salue la confiance que le fonds d'investissement norvégien porte à l'égard de la France. Je pense que nous sommes capables d'offrir la stabilité, des rendements et de bons retours pour les investissements qui viendraient ici en France et notamment de Norvège.

Pour la question que vous m'avez posée, les discussions se poursuivent aussi bien avec MITTAL qu'avec des repreneurs potentiels ».